
ALEKSANDER SMOLAR

LES RADICAUX AU POUVOIR
ET LA TRANSFORMATION
DE LA POLOGNE

101

LA VIE POLITIQUE POLONAISE DE CES DERNIÈRES ANNÉES suscite à la fois de la fascination et de l'inquiétude. Voilà en effet un État qui peut s'enorgueillir de nombreux succès, qui a traversé une période de transformation particulièrement éprouvante, qui est parvenu à stabiliser son système démocratique où les droits de l'homme sont respectés, qui a introduit une économie de marché et trouvé une place plus que respectable dans la communauté internationale. Or la Pologne semble aujourd'hui remettre ces acquis en cause, et être disposée à se lancer dans une aventure inconnue et dangereuse.

Les forces de droite, parvenues au pouvoir à la suite du double succès électoral lors des législatives et de la présidentielle de l'automne 2005, sont issues directement de ces courants de l'opposition démocratique qui ont fortement critiqué le modèle de transformation adopté par la Pologne depuis 1989. Leur identité s'est formée au travers du refus de ce modèle, d'un point de vue politique, économique et social. C'est pourquoi il est important de revenir à cette époque charnière pour comprendre la situation politique actuelle de la Pologne.

Un certain optimisme et un sentiment d'unité nationale dominaient dans la société et dans la classe politique, après les changements de 1989; on envisageait l'avenir en se disant que la chute du communisme était définitive et qu'un « retour rapide au sein de l'Europe » aurait lieu. Ce phénomène était dû en grande partie à l'accession au pouvoir des milieux libéraux et modérés de l'ex-opposition démocratique, suite aux négociations dites de la « Table ronde » entre le régime communiste et

les dirigeants de Solidarité, considérés comme les représentants du peuple. Après l'expérience communiste, ces milieux craignaient le déclenchement de mécanismes de confrontation et de violence. Ils se sont donc prononcés contre les épurations et toutes formes de discrimination pouvant opposer les démocrates aux partisans de l'ancien régime. Les milieux libéraux et modérés se sentaient aussi engagés, moralement, par la prise pacifique du pouvoir. Pour eux, l'héritage du passé ne pouvait être surmonté qu'au cours d'un processus de réformes structurelles : la création d'un système démocratique avec un État limité, décentralisé, pris dans l'étau du droit, le rétablissement d'une économie de marché, d'une ouverture sur le monde, etc. Sous le poids d'un manque de légitimité, des inefficacités et des compromissions morales, le pouvoir omnipotent du parti unique, de la police politique, de la censure et du système de la nomenclature se brisa sans tarder. Les structures et l'idéologie communistes furent abandonnées. En conséquence, la Pologne se rapproche aujourd'hui progressivement d'une démocratie libérale moderne.

LES RADICAUX

Pour les radicaux, conduits par les frères Kaczynski (Lech est le président de la République et Jaroslaw le leader du parti Droit et Justice (PiS), qui dominant la scène politique du pays depuis les élections de l'automne 2005, l'effacement rapide des traces du passé communiste a toujours constitué le préalable à la création d'un État démocratique et d'une économie de marché. La justice, la nécessité de restaurer la conscience morale et historique des Polonais, la sécurité de l'État et la sauvegarde des réformes entamées en 1989 l'exigeaient.

À leurs yeux, entre 1944 et 1989, la Pologne a été un pays occupé, dirigé par les agents d'une puissance étrangère. Ces derniers ont asservi la société en faisant régner la terreur physique et psychique ainsi que la corruption. La force d'occupation étrangère se servait de collaborateurs polonais. Dans ses tréfonds, cependant, la nation n'a pas été contaminée, elle a résisté aux menaces et à la tentation du communisme. Dans cette optique, la nation n'est pas une entité complexe, changeante et empirique, mais une sorte d'idéal, imperméable au mal sous toutes ses formes.

Selon eux, les arguments en faveur de la décommunisation radicale n'ont pas manqué. La création de fondements sains pour la démocratie nécessitait le démantèlement des réseaux mafieux, ainsi que la mise à

l'écart des élites formées pendant des dizaines d'années et disposant d'un avantage naturel sur l'opposition démocratique, grâce à leur savoir-faire et leur capacité à agir collectivement. Au nom du principe de justice, il fallait mettre fin aux privilèges politiques et économiques dont disposaient au départ les anciennes élites. Il fallait réhabiliter les notions élémentaires de vérité et de bien, après un système fondé sur le mensonge, sur la manipulation orwellienne de la langue et sur la propagande. Le communisme a détruit la mémoire de la nation. Il était donc nécessaire de la reconstruire, de rétablir les connaissances relatives aux dernières années livrées au désert de l'oubli, ou disposées à la façon d'un village Potemkine, plein de pseudo-faits et de pseudo-événements. La création de l'État de droit, de la démocratie et de l'économie de marché exigeait le rétablissement du respect des lois, donc forcément le jugement des actes criminels. Peut-on établir un consensus – indispensable pour surmonter les divisions historiques – sur une autre base que la vérité ? 103

Les vestiges du communisme constituent, pour les radicaux, une source interne et externe de danger. D'après eux, malgré l'éclatement de l'Union soviétique et les mutations en cours de la Russie, les liens noués au fil des décennies avec les structures impériales n'ont pas été rompus. Ils se sont transformés en liens partiellement occultes, susceptibles, à tout moment, de mettre en péril le changement démocratique et l'indépendance de l'État.

D'après Jan Olszewski, ancien Premier ministre et l'un des dirigeants du courant radical dans les années 1990, la situation créée à l'issue de la « Table ronde » était telle « qu'il se pourrait que nous assistions non pas à la disparition définitive mais à une simple crise du communisme », que « nous en abordions en réalité une nouvelle phase, exactement comme en 1956 ». Pour Olszewski, l'État polonais de l'époque était davantage un clone de la Pologne populaire qu'un pays indépendant, démocratique et orienté vers une économie de marché¹. Après la chute du gouvernement Olszewski, qui a duré quelques mois en 1992, Antoni Macierewicz, ministre de l'Intérieur, prenant congé de ses collègues du ministère, se serait écrié : « N'oubliez pas, Messieurs, c'est ici qu'a existé pendant quatre mois la Pologne libre². » Aujourd-

1. Cité d'après *Gazeta Wyborcza*, 8 avril 1991.

2. Ewa Milewicz, *Gazeta Wyborcza*, 17 juin 1992.

d'hui encore ce gouvernement est considéré par le personnage clé de la scène politique, Jaroslaw Kaczynski, comme le seul moment où les forces de l'ombre – les apparatchiks du parti communiste, les agents soviétiques, les milieux des services secrets – ont été confrontés à un gouvernement représentant véritablement la Pologne³.

À l'époque, les frères Kaczynski étaient convaincus que les mutations en cours n'auraient de légitimité sociale que si le sentiment de justice en constituait le ciment. Dans le cas contraire, le risque existe que la démocratie et l'économie de marché suscitent le rejet et que la nostalgie du communisme l'emporte. Cette analyse s'accompagne de la conviction selon laquelle les sociétés amorçant une transition vers la démocratie et l'économie de marché auront à supporter des coûts extrêmement élevés.

104 Ces coûts sont évalués en termes de taux de chômage, de déclin du niveau de vie, d'accroissement radical des inégalités sociales, de sentiment général d'insécurité. Pour assurer le caractère durable des changements, il est nécessaire de donner aux gens un sentiment de justice, et d'imprimer un sens moral aux transformations en cours; il faut réinstaurer l'ordre moral et rétablir clairement la distinction entre la vérité et le mensonge, entre le bien et le mal.

Les radicaux rejetaient violemment l'idée qu'un État de droit puisse exister dans les conditions d'une société postcommuniste, sans une rupture vigoureuse avec le passé. Ils estimaient que les partisans du respect des lois en vigueur défendaient le droit corrompu transmis par l'ancien régime. Ils ne s'opposaient pas à des dispositions particulières de la loi mais à la philosophie même de l'ensemble du système juridique. L'ancien système n'avait pas pour fonction de défendre les droits de l'individu, des groupes ou des minorités contre l'État mais, au contraire, d'institutionnaliser la violence, de protéger l'État contre l'homme et la société.

À droite, se répand le mythe selon lequel les modérés opposés à la politique de décommunisation ne font, en fait, que « pactiser » avec les communistes. En Pologne, une importante littérature soutient que les gens de *Solidarnosc* ont conclu un pacte favorable aux anciennes élites avec les représentants du régime de Jaruzelski, lors des négociations de la « Table ronde » du printemps 1989. Des mythes semblables sont apparus dans d'autres pays postcommunistes marqués par une transition pacifique.

3. Voir, par exemple, le discours à la Diète, *Rzeczpospolita*, 18 février 2006.

LA TRAVERSÉE DU DÉSERT

Il y a quelques années, il semblait que les modérés, de droite comme de gauche, avaient réussi à imposer leur vision de l'histoire et à capter l'imaginaire du peuple polonais. Ils sont parvenus à assurer la transition démocratique sans recourir à la coercition et à la discrimination, sans user de boucs émissaires ni pratiquer de purges. Ils ont également réussi à imposer leurs priorités : transformer l'économie, assurer l'unité nationale, cicatrifier les blessures du passé plutôt que de les rouvrir, créer une démocratie et un État de droit et, enfin, assurer l'intégration avec l'Union européenne.

Chaque observateur objectif doit reconnaître que les transformations opérées depuis 1989 sont spectaculaires. La Pologne est un État de droit démocratique reposant sur une économie de marché. Ses résultats comptent parmi les plus remarquables en Europe. La Pologne est à la fois membre de l'OTAN et de l'UE, elle entretient de bons rapports avec l'ensemble de ses voisins (hormis la dictature de Loukachenko en Biélorussie). Quant à la peur dérisoire du plombier polonais, elle constitue elle aussi un indice indirect du succès de la Pologne. Le choix en faveur des États-Unis dans la guerre en Irak – quoi qu'on en pense – a donné à la Pologne une importance politique et militaire sans précédent. Et le rôle positif joué par Varsovie dans le dénouement du conflit lors de la Révolution orange en Ukraine a renforcé la position régionale du pays. 105

Mis à part une participation de six mois au sein du gouvernement de Jan Olszewski, la droite radicale est demeurée isolée, laissée à la porte du pouvoir. La société aspirait à la paix et rejetait l'idée de toute confrontation avec les forces d'ancien régime. Cela d'autant plus qu'une grande partie de la société avait été justement liée de façon étroite avec ce régime. Dans ce contexte, le projet de changements radicaux, quasi révolutionnaires, ne pouvait obtenir un soutien massif.

Cependant, malgré tous ces succès, les sondages en témoignent : sans rêver d'un retour au socialisme, une majorité des populations songe avec nostalgie à la sécurité, à la paix et à l'égalité relative qui régnaient au temps de l'ancien régime. Cet état d'esprit explique que, par deux fois après 1989, les sociaux-démocrates, ex-communistes, reviennent au pouvoir en Pologne, en 1993-1997 et en 2001-2005. Ils poursuivent le processus de transformation. Le problème de la décommunisation

et de la « lustration », tout en étant présent dans le débat public, y occupe une place de plus en plus marginale.

Les radicaux ont perdu les années 1990 parce que leur perception de l'Histoire, y compris de l'Histoire de la Pologne gouvernée par les communistes, divergeait profondément de celle de leurs concitoyens. Leurs priorités étaient étrangères à la population. Ils effrayaient les gens par leur radicalisme, se focalisant sur des questions telles que la mémoire du passé, la moralité (souvent liée au fondamentalisme catholique), tandis que les Polonais s'intéressaient aux problèmes pratiques économiques et sociaux. Les radicaux ont voulu inaugurer leur règne par une confrontation, en divisant une société qui semblait plutôt aspirer à l'unité, en l'attachant au passé lorsque les gens étaient décidément tournés vers l'avenir et préoccupés par les difficultés de la vie quotidienne.

106

Et pourtant, au moment même où la Pologne, entrée dans l'Union européenne en 2004, a toutes les raisons de fêter le succès de quinze années de transition démocratique et son grand retour au sein du giron européen, elle s'engage dans une crise politique profonde, dont les conséquences sociales, économiques et internationales restent imprévisibles et potentiellement graves.

LE RETOUR DES RADICAUX

De nombreux facteurs ont contribué, ces dernières années, au changement d'attitude de la société polonaise – y compris de ses élites – envers les transformations d'après 1989.

Tous les grands succès qui ont été obtenus dans le passé sont désormais considérés comme évidents, ne pouvant être remis en cause. Cela se traduit, entre autres, par une appréciation optimiste du devenir individuel et de l'avenir collectif. Le soutien massif à l'entrée au sein de l'UE témoigne également de l'approbation de cette politique. Mais cela s'accompagne d'une perception extrêmement pessimiste et négative de l'État, de l'administration, de la classe politique et de l'appareil judiciaire. Le système politique est perçu comme lointain et profondément étranger à la population. Le taux de chômage élevé, les inégalités accrues et la corruption généralisée sont ressentis de façon très douloureuse.

La révélation de nombreuses affaires d'État au cours des trois dernières années a contribué à l'effondrement de la gauche (issue du parti communiste) et a marqué le début de l'essor spectaculaire des forces

radicales, au programme pararévolutionnaire. Il s'agit surtout du parti des frères Kaczynski, le PiS, mais aussi de deux formations plus petites mais encore plus radicales, ouvertement hostiles aux transformations post-1989 et à l'intégration européenne : les populistes d'Autodéfense (*Samoobrona*) et la Ligue des familles polonaises (LPR), nationaliste et traditionaliste catholique. Tous les trois forment aujourd'hui – après six mois d'un gouvernement minoritaire du PiS – un gouvernement solidement fondé sur une majorité dont disposent ces trois partis.

Les partis qui ont été porteurs du projet de modernisation du pays à compter de la « Table ronde » ont été balayés de la scène politique ou réduits à la marginalité par les électeurs. Sont surtout concernés l'Action électorale « Solidarité » (AWS), le Parti démocratique (ancienne Union de liberté), ou encore la formation postcommuniste de l'Union de la gauche démocratique (SLD). Le nouvel échiquier politique est dominé par Droit et Justice (PiS) des frères Kaczynski, et la Plate-Forme des citoyens, libérale et conservatrice située dans l'opposition. Le SLD marginalisée à gauche, la LPR, *Samoobrona* à droite et un petit parti paysan, le PSL, viennent compléter le tableau. Parmi ces partis, seul le SLD (moralement discrédité) revendique les changements de ces dernières années ; le PiS, la LPR et *Samoobrona* les rejettent radicalement. Le deuxième parti le plus important à l'Assemblée, la PO, s'est présenté aux élections avec des slogans de critique radicale des années post-1989 – alors que bon nombre de ses dirigeants y ont activement participé – avant de nuancer ses positions une fois les élections passées. Au final, la politique polonaise est aujourd'hui dominée par des partis qui rejettent les transformations des années 1989-2005, même si les frères Kaczynski sont contraints de reconnaître, du bout des lèvres, quelques-uns des succès de cette époque.

Leur critique des années 1989-2005 a d'ailleurs subi une évolution considérable. Au début des années 1990, l'accent était mis sur la façon de gérer l'héritage communiste. L'argument principal consistait à dire que, faute d'une rupture nette avec le passé, les communistes avaient pu « échanger leur monopole collectif du pouvoir contre des titres individuels de propriété privée » : autrement dit, profiter des mécanismes de la démocratie et de l'économie de marché, dominer l'administration publique, occuper des postes clés dans l'armée, la police, les médias et l'économie. Les gens qui n'avaient aucun lien avec la nomenklatura n'ont pas bénéficié des mêmes opportunités. Aujourd'hui, la façon de gérer les restes du communisme demeure une priorité importante. Mais les attaques se concentrent surtout sur les patho-

logies des transformations, en particulier dans le domaine économique, juridique et institutionnel. On s'en prend non seulement aux élites postcommunistes et aux milieux d'affaires qui leur sont liés, mais aussi aux élites issues de l'opposition démocratique qui ont dominé les transformations des années 1990.

108 Bien que la critique touche avant tout les dérives de ces transformations, les accents antimodernistes vont en se renforçant. Cette tendance reste visible dans le traditionalisme culturel, dans la mise en scène des liens avec la partie la plus conservatrice et nationaliste de l'Église catholique, dans la guerre déclarée à la liberté des mœurs, dans les tentatives d'entrave à la liberté d'expression et de création au nom du respect des convictions de la majorité... Mais cette orientation anti-libérale est également patente dans les choix économiques : à travers le peu de goût pour les privatisations ou la baisse des impôts. La méfiance envers l'Union européenne fait partie de cette attitude.

Les critiques formulées par les nouvelles forces politiques contre la Pologne des années 1989-2005 portent atteinte aux fondements de la démocratie libérale. Selon le PiS et ses alliés, la démocratie a été bâtie sur l'injustice économique et sociale. Ce modèle de développement d'un capitalisme égoïste a conduit à l'éclatement de la communauté nationale, à la perte du sens social et à la diffusion d'attitudes antisociales. Il est indispensable de défendre, non pas les individus et les minorités, mais avant tout la nation face à la criminalité et aux différentes pathologies, grâce au renforcement de l'État qui porte sur ses épaules la responsabilité du nettoyage des écuries d'Augias, de l'héritage de l'époque communiste et des années de péché post-1989. La priorité est donnée au renforcement des valeurs traditionnelles (le privilège choquant accordé à *Radio Maryja*, média catholique fondamentaliste et nationaliste) et au renforcement du système répressif, destiné à combattre les délinquances criminelle et financière. Plusieurs mesures sont envisagées : la création de polices spéciales anticorruption ne se soumettant à aucun contrôle parlementaire, la formation d'une commission spéciale aux pouvoirs presque sans limites, chargée d'enquêter sur les différents abus de ces seize dernières années (y compris dans le domaine des privatisations), la création d'une commission dédiée au fonctionnement du système bancaire depuis 1989, qui pourrait rapidement se transformer en instance accusatoire contre les transformations, la constitution annoncée d'une commission spéciale chargée de la question

des médias publics et privés, dans le but d'étudier leur objectivité, leurs rapports avec le monde des affaires, celui du renseignement, etc.

La philosophie du nouveau pouvoir repose sur une conviction anti-libérale: l'hypertrophie des droits de l'homme et du citoyen, la création d'institutions indépendantes du processus politique, le système juridique limitant le volontarisme du pouvoir – tout cela conduit à la paralysie de l'État et à son incapacité à lutter contre les symptômes pathologiques. D'où un effort systématique pour démonter de nombreuses institutions acquises au cours des seize dernières années.

La défense des droits de l'homme ne mobilise plus autant d'énergies qu'avant. Une nomination en témoigne de façon symbolique: celle d'un juriste comme porte-parole des droits du citoyen – un juriste qui se dit ouvertement en faveur du rétablissement de la peine de mort, qui qualifie les droits de l'homme d'« opium du peuple », qui soutient publiquement le pouvoir, alors même que celui-ci interdit les manifestations des homosexuels en faveur de l'égalité de traitement, sous le prétexte fallacieux de la préservation de l'ordre public.

109

Le projet de Constitution du PiS envisage la liquidation du Conseil de la politique monétaire – organisme indépendant préservant ce domaine sensible des humeurs et des fluctuations du pouvoir exécutif. Il souhaite également supprimer le poste de porte-parole des droits du citoyen, ainsi que le conseil d'administration de la radio et de la télévision, censé garantir l'indépendance des médias. Les autorités ont également préparé un projet de loi supprimant l'autonomie du corps des fonctionnaires d'État, qui les protégeait de la politisation de l'administration.

Des campagnes de dénigrement sont menées contre les élites jouissant de la confiance populaire, essayant d'affaiblir leur autorité et leur influence, qu'il s'agisse des juristes, des journalistes, et même d'une partie des évêques, qui ont osé critiquer *Radio Maryja*. Le pouvoir attaque tous ceux qui se dressent en faveur du droit restreignant la portée de ce pouvoir. Dans de nombreux domaines, on perçoit déjà une tendance à l'instrumentalisation du droit, traité comme un outil du pouvoir et permettant de réaliser les aspirations des gouvernants vis-à-vis des gouvernés. Jaroslaw Kaczynski annonce sans fard que des nominations politiques seront décidées afin de pourvoir les postes au sein du Tribunal constitutionnel, ce qui pourrait conduire, en l'espace d'un ou deux ans, à la prise de contrôle totale sur cette institution clé garante de l'État de droit à ce jour.

En privilégiant ses liens avec la partie la plus conservatrice et nationaliste de l'Église, représentée par *Radio Maryja*, le nouveau pouvoir conduit à la remise en cause de la séparation entre l'Église et l'État, accomplie de façon pacifique et majoritairement bien acceptée au début des années 1990. Cette politique suscite une inquiétude au sein même de l'épiscopat, qui perçoit les dangers d'une politisation de l'Église et sa scission potentielle. Cela explique notamment les prises de position fermes de l'épiscopat polonais contre l'engagement politique de *Radio Maryja*, mais aussi, de cette façon, contre le gouvernement qui utilise cette radio comme un instrument de pouvoir (accentuant les tensions au sein de l'Église et menaçant son unité). La lettre du Vatican poursuivait sans doute le même but, en exigeant la résolution du problème de l'engagement politique de médias catholiques – une démarche perçue par tous comme une critique de *Radio Maryja* et de la frange de l'Église liée à elle.

Bien qu'aux responsabilités, le camp des radicaux a conservé de nombreux traits d'un parti d'opposition, profitant de l'insatisfaction populaire et approfondissant délibérément une vision souvent apocalyptique de l'État polonais. En opposant au libéralisme sa vision d'une « Pologne solidaire », le PiS en appelle aux ressorts profonds de la tradition, aux besoins de communauté et de sécurité. Avec le nouveau pouvoir réémergent d'anciennes angoisses, liées à l'histoire difficile et souvent tragique du voisinage avec l'Allemagne et la Russie. Le vocabulaire employé vis-à-vis de ces pays est empreint de soupçon et de confrontation. Le PiS et ses alliés misent sur le développement du sentiment de fierté nationale et l'identification des Polonais avec leur État. Reposant sur une acception très traditionnelle de la souveraineté d'un État-nation, la pédagogie patriotique joue un rôle clé dans les agissements de ce parti et des institutions qu'il contrôle, notamment par le truchement des médias publics. Au point de muter parfois en rhétorique franchement nationaliste.

Le PiS, parti au pouvoir, est franchement eurosceptique. Bien que conscient du profit que retire la Pologne en tant que premier bénéficiaire de l'aide européenne, il compte pour allié privilégié, en matière européenne, le président tchèque Vaclav Klaus, lui-même grand eurosceptique. Les rapports entre la Pologne et Bruxelles ont bien changé après l'entrée de la Pologne au sein de l'UE. Paradoxalement, l'Union

disposait d'instruments de contrôle bien plus puissants sur ce qui se passait dans les pays candidats à l'admission – parmi lesquels la Pologne – au fil d'une longue procédure de négociations et surveillait avec attention les changements économiques, juridiques et politiques. Cela s'est fait au prix de l'humiliation ressentie par une partie de la classe politique, pour laquelle l'année 1989 devait signifier la réappropriation de la souveraineté. Mais l'UE avait mis en garde avec efficacité contre toute manifestation de pathologie dans la politique des candidats à l'Union, en imposant une camisole à la folie économique et politique. L'entrée au sein de l'Union a affaibli la possibilité d'exercer des pressions sur des membres de plein droit. Les franges radicales de la classe politique s'en sont senties libérées. Cela s'est manifesté, par exemple, dans le rejet du traité constitutionnel sans même l'enclenchement du processus formel de ratification. Mais cela a été surtout flagrant sur les questions intérieures. En concluant une alliance et en formant un gouvernement avec les populistes de *Samoobrona* et les extrémistes de la LPR, le PiS et ses dirigeants savaient qu'un risque de boycott de la part des membres de l'UE était exclu. Le précédent malheureux des sanctions contre l'Autriche, au moment où le chancelier Schussel avait passé un accord avec le parti populiste de Heider, reste trop présent dans la mémoire. 111

Le tableau dressé ici doit inciter à l'inquiétude. Il est bien difficile de prédire quel sera le sort de la Pologne au cours des prochaines années. Comment parler d'avenir, alors que les six premiers mois à peine d'exercice du pouvoir par les radicaux posent tant de problèmes. Ils ont été marqués, en effet, par la radicalité régulière des propos, la confrontation verbale avec différents groupes au sein de la société, l'annonce de changements cruciaux mais aussi, en pratique, par une véritable inaction. Celle-ci s'expliquait jusqu'à présent par l'incapacité du PiS à s'assurer une majorité parlementaire. Depuis le 5 mai 2006, il existe un gouvernement disposant enfin d'une majorité. Il est aussi malaisé de prévoir, actuellement, de quelle façon sera résolu le problème de tension entre la satisfaction croissante des Polonais quant à leur sort individuel, la situation de la Pologne, son intégration au sein de l'Union européenne, que de prédire le gouvernement des partis, dont la légitimité et le programme prennent racine dans le rejet des changements, qui ont abouti à ces résultats. Les partis au pouvoir peuvent se réconcilier avec la réalité, ou bien ils peuvent poursuivre un rêve de la Pologne pure, éternelle rebelle, conta-

minée ni par la présence des « communistes », ni par la domination de l'Occident envahissant le pays de ses valeurs postmodernes, relativistes, postchrétiennes... jusqu'à ce que les Polonais refusent de les suivre et reprennent le difficile mais nécessaire chemin vers la modération et la modernisation.

112

R É S U M É

Au moment où elle a toutes les raisons de fêter les grands succès d'une transformation postcommuniste, la Pologne traverse une crise politique dont les conséquences sociales, économiques et internationales sont difficiles à prévoir. La droite, parvenue au pouvoir à l'automne 2005, remet en question le modèle de transformation adopté. Selon elle, après les négociations de la « Table ronde » de 1989, les hommes de l'ancien régime avec l'aide de leurs alliés, les modérés de Solidarnosc, ont pu conserver une large part de leur pouvoir. Ensemble, ils dominent l'administration publique, occupent des postes clés dans l'armée, la police, les médias et l'économie, corrompant et affaiblissant l'État. La confrontation avec les ex-communistes et leurs alliés constitue ainsi pour les radicaux un enjeu politique majeur. Il s'agit non seulement de combattre les pathologies des transformations, mais aussi de mettre en œuvre une véritable révolution institutionnelle et juridique, ainsi qu'un ordre moral fondé sur une distinction claire entre la vérité et le mensonge, le bien et le mal.